

AQUARIUS, LES BONS SENTIMENTS VERSUS LUTTE DE CLASSES

Ce sont 30 000 marseillais-es (dont la CGT) qui ont manifesté du Vieux Port à celui de La Joliette, le samedi 6 octobre pour l'Aquarius. Ce bateau affrété par l'ONG humanitaire SOS méditerranée sauve les naufragé-es dans la mer devenue la plus meurtrière du monde. Il s'est vu retirer son pavillon (son immatriculation) après que le gouvernement italien a fait pression sur le Panama, pour empêcher l'Aquarius de naviguer et de sauver 29 523 migrant-es depuis février 2016. Il est bloqué à Marseille.



Tous les jours des gens meurent aux portes de l'Europe, cette situation est insupportable pour la majorité de nos concitoyen-nes qui ont pétitionné et manifesté à travers le pays. Sans bouder, en ces temps de division des peuples, ce rassemblement largement œcuménique qui fédère dans un même élan beaucoup de bons sentiments et est un appel à la part d'humanité de chacun-e d'entre nous, c'est bien la moindre des choses, pour que l'Aquarius puisse reprendre la mer et sa mission de sauvetage et que le devoir d'assistance aux personnes en détresse en mer soit respecté.

Cependant, cette noble indignation sur le fait que des femmes, des hommes et des enfants soient chassés de leur pays, ne doit pas occulter les causes de cette misère et ces guerres engendrées par les mêmes puissances qui ferment leurs ports. On doit bien mettre en lumière le mal qui est la cause de cette calamité : le capitalisme. Système, qui dans sa quête incessante de profits, ne produit pas de richesses pour le

bien-être de l'humanité, mais une lutte concurrentielle toujours plus dure menant au déclenchement d'interventions armées lorsque des intérêts économiques sont menacés. Ce prédateur des ressources humaines et naturelles a pillé le continent africain pendant des siècles, que ce soit au travers des « Empires », du commerce triangulaire ou de l'esclavage. La dette est colossale, et au lieu d'en assumer les conséquences, on refuserait « d'accueillir toute la misère du monde ».

Pour nous syndicalistes de lutte de classes, au contraire, « *il faut arrêter d'opposer « main-d'œuvre étrangère » et « main-d'œuvre nationale »* ». *Nous savons bien que la concurrence est organisée à tous les étages : entre les travailleur-euses d'une même entreprise, entre les entreprises d'un même pays et entre les pays d'une même planète ! Pour le plus grand profit du 1% de dominants qui s'arrogent tous les droits.*

Cette oligarchie s'appuie sur un « discours nationaliste visant à opposer travailleurs français et travail-

leurs immigrés [qui] est une vieille recette d'extrême droite. Les réactions identitaires et la désignation des travailleurs immigrés comme boucs émissaires ont accompagné les périodes de crises économiques ». De façon perverse les dirigeant-es européens utilisent « ces raccourcis dangereux sous prétexte de « protéger » la « main-d'œuvre locale » alors que « Ce n'est pas l'immigration qui crée du dumping social mais l'absence de droits ! »

Car au delà de l'humanité qui doit nous faire accueillir celles et ceux qui sont prêts à mourir pour tenter leur chance, nous les considérons comme appartenant à une classe universelle qui n'a d'autre moyen pour assurer sa subsistance que celui de vendre sa force de travail. Cette classe sociale : c'est le prolétariat ! Comme cette classe de prolétaires a, aujourd'hui, beaucoup de mal à reconnaître le lien qui la réunit en une classe mondiale, il est nécessaire de rappeler, au-delà des bons sentiments, le seul mot d'ordre qui vaille : Proletarier aller Länder, vereinigt euch ! (Prolétaires de tous pays, unissez-vous !)

1-Philippe Martinez une tribune au « Monde ».

